

L'élaboration du budget de l'État

Les autorités compétentes pour l'élaboration du projet de loi de finances



COMPÉTENCE DE PRINCIPE DE L'EXÉCUTIF

JURISPRUDENCE CONSTANTE CONS. CONST., 4 JUIN 1984

MINISTRE CHARGÉ DES FINANCES

Au sein de ce ministère, la direction du budget est chargée de définir et de suivre la procédure d'élaboration du PLF.

Assistée par la direction générale du Trésor, par l'INSEE et par la direction de la législation fiscale.

Les organes d'exécution de la loi de finances interviennent ponctuellement (Direction générale des Finances Publiques, Direction générale des douanes et des droits indirects)



PREMIER MINISTRE

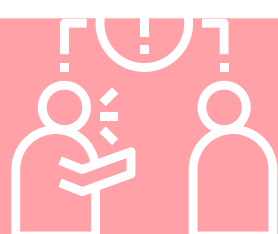
En théorie, le ministre chargé des finances exerce ses compétences « sous l'autorité du premier ministre ».

En pratique, le Premier ministre ne dispose pas des compétences et des ressources techniques nécessaires pour s'impliquer véritablement.



Instances de contrôle

Contrôle interne



Le PLF fait l'objet d'un double avis :

-de la **section des finances du Conseil d'État** sur l'accomplissement des étapes préalables et sur la constitutionnalité des mesures envisagées.

-du **Haut Conseil des finances publiques** qui examine le réalisme des prévisions macro-économiques + la cohérence de l'objectif de solde.

L'adoption par le Parlement :

Mai: le Parlement se voit soumettre les projets de PSTAB (Projet de stabilité) et de PNR (Programme national de réforme), avant leur transmission à la Commission européenne et se prononce par un vote.

Juin: en vue de l'examen et du vote du PLF de l'année suivante, le gouvernement est tenu de présenter au Parlement un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques.



>A la suite de quoi les États de la zone euro adressent leurs projets de budget à la Commission, qui en contrôle la concordance avec les engagements pris par les États dans le cadre du semestre européen.

Commission européenne



Le semestre européen :

Phase préparatoire : la Commission analyse la croissance, l'évolution de la situation macroéconomique dans les États membres et, le cas échéant, réalise un bilan approfondi des États qui présentent un risque élevé de déséquilibre.

Phase des objectifs : les États membres vont établir :

Leur programme triennal de stabilité et de croissance (PSTAB) qui détaille les prévisions de croissance et la trajectoire des finances publiques à moyen terme

Leur programme national de réforme, « PNR », qui expose les réformes structurelles mises en oeuvre pour atteindre les objectifs de la stratégie « Europe 2020 »

Phase d'exécution : les États intègrent les recommandations dans leurs projets de budget.

Présentation du projet de loi de finances

Règles temporelles



FÉVRIER

Cycle de réunions techniques interministérielles, pour l'analyse des résultats, des premières prévisions et l'évolution des dépenses futures.

MARS

Début des conférences de performance qui portent essentiellement sur les rapports de performances annexés à la loi de finances.

AVRIL

Le PSTAB fait l'objet d'un avis du HCFP avant d'être transmis à la Commission européenne et au Conseil de l'Union.

MAI

À l'échelle nationale : conférences budgétaires pour définir des plafonds de crédit des missions et des plafonds ministériels d'emplois

À l'échelle de l'Union : les États reçoivent si besoin des recommandations pour l'élaboration de leur budget

JUIN

- Gouvernement : arbitrages pour les désaccords constatés lors des conférences budgétaires + fixation du niveau des crédits par ministère

- Parlement : débat d'orientation des finances publiques (DOFP)

- Conseil de l'Union européenne : recommandations pays par pays.

JUILLET - AOÛT

Transmission du PLF au Conseil d'État

SEPTEMBRE

Avis du Conseil d'État et du HCFP et adoption en conseil des ministres du PLF

OCTOBRE

Avant le 15, le projet de budget est adressé à la Commission, qui vérifie le respect des engagements pris lors du semestre européen.





Règles formelles

RÈGLES FORMELLES

Présentation des orientations générales du projet

L'ARTICLE LIMINAIRE

Article qui présente un tableau de synthèse retraçant l'état des prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, avec les calculs permettant d'établir le passage de l'un à l'autre.

Il contient, en plus, l'avis du HCFP.

LES ARTICLES

Classés au sein de deux grandes parties :

La première partie, intitulée « Conditions générales de l'équilibre financier » et qui se rapporte essentiellement aux recettes.

La seconde partie, intitulée « Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales », qui a essentiellement trait aux dépenses et qui ne peut être adoptée qu'après la première.

LES ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

Numérotés de A à E :

- État A : évaluation des recettes
- États B, C et D : répartition des dépenses par mission et programme (budget général, budgets annexes, comptes d'affectation spéciale et comptes de concours financiers).
- État E : répartition des autorisations de découvert.

LES ANNEXES BUDGÉTAIRES

Annexes obligatoires (rapport économique, social et financier), les annexes explicatives (les bleus budgétaires) et les annexes générales (les jaunes et oranges budgétaires).

